

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E. v 01)

APPEL D'OFFRES A PROCEDURE ADAPTE

Selon les articles R 2113-1 et R 2124-1 du Code de la Commande publique

Objet :

REFECTION TOITURE AUDITORIUM HOTEL CONSULAIRE.

Marché N° : CCI-973-04/25

(C.C.T.P.)

Maître de l'ouvrage- Pouvoir Adjudicateur :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LA GUYANE**

**Place de l'Esplanade – BP 49
97 321 CAYENNE Cedex**

Tél :0594 299 600

SOMMAIRE

Caractéristiques Générales de l'Opération	3
Définition de l'opération	3
Spécifications et prescriptions générales	3
Prestations à la charge de l'entreprise	3
Prestations à la charge du présent corps d'état	4
Documents à joindre à l'offre	4
Règles d'exécution générale	5
Sécurité du personnel.....	5
Gardiennage du chantier	5
Responsabilité	5
Sécurité.....	5
Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers.....	5
Emplacement de chantier	6
Mise en œuvre des ouvrages	6
Connaissance des lieux et des ouvrages existants.....	6
Mesures de sécurité et de limitation des nuisances.....	6
Prescriptions générales relatives aux fournitures et matériaux.....	6
Spécifications et normes spécifiques	6
Clauses Générales	8
Description des travaux demandés	9
Contacts avec les services publics et privés	14
Contrôle et réception.....	14

Caractéristiques Générales de l'Opération

Définition de l'opération

L'objectif de cet appel d'offre a pour but d'exécuter l'ensemble des travaux de couvertures, relatifs à la réfection de la toiture de l'Auditorium de la CCIG.

Délais d'exécution : **3 mois.**

Situation :

Le site de l'opération est l'hôtel Consulaire de la Chambre de Commerce.

Particularités :

Le site est en fonctionnement et doit le rester pendant toute la durée des travaux.

Toutes les mesures nécessaires seront prises afin d'assurer la sécurité des usagers et de minimiser les nuisances occasionnées par les travaux.

Accès au site :

L'accès du chantier pour l'entreprise se fera par la voie d'accès normale au portail d'entrée public de la CCI G, place de l'Esplanade.

Planning des travaux :

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise proposera au Maître d'Œuvre un planning détaillé de l'exécution de ces ouvrages.

Les travaux devront être achevés au plus tard le 15 septembre 2025 pour une mise en exploitation le 1 octobre 2025.

Ce planning, comprenant l'ensemble des travaux, devra s'inscrire obligatoirement dans le cadre du délai contractuel prévu au marché.

Garantie :

L'Entrepreneur assume la garantie de toute installation réalisée et de tout matériel fourni pendant une **durée biennale.**

Toute avarie dont il est prouvé qu'elle résulte d'une négligence de l'Entrepreneur est exclue de la garantie.

Pénalités :

Eu égard au délai d'exécution aucun dérapage ne sera toléré.

Les pénalités de retard seront applicables dans le silence du marché comme prévu à l'article 20.1 du CCAG/Travaux et calculés comme suit :

$P = (V \times R) / 3000$.

P : montant des pénalités.

V : valeur des prestations pénalisées.

R : nombre de jour retard.

Spécifications et prescriptions générales

Prestations à la charge de l'entreprise

Dans le cadre de l'exécution de son marché, l'entrepreneur devra implicitement :

- la fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages de son marché ;
- tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc., dans les conditions précisées aux documents contractuels ;
- la fixation par tous moyens de ses ouvrages ;

- l'enlèvement de tous les déchets et matériaux de ses travaux et les nettoyages après travaux ;
- la main-d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de ses ouvrages en fin de travaux et après réception ;
- la mise à jour ou l'établissement de tous les plans « TQC » pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux ;
- la remise du DOE et de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements ;
- et tous les autres frais et prestations même non énumérés ci-dessus, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.

Prestations à la charge du présent corps d'état

L'entrepreneur devra prévoir dans son prix, la fourniture, le transport, la mise en oeuvre de tous les matériaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

L'entreprise fournira tous les certificats de conformité, documents administratifs ou déclarations nécessaires au fonctionnement de ses installations.

L'entrepreneur doit vérifier que les stipulations des pièces de son marché sont conformes à l'art de bâtir et aux règles de sa profession.

Il doit appeler l'attention du Maître d'Ouvrage sur les inconvénients qui pourraient résulter des ordres reçus, pour ses propres travaux.

Il lui appartient de provoquer la mise en route du chantier et, en cours de travaux, la remise par le Maître d'Ouvrage de tous les documents et renseignements utiles pour compléter le projet et réaliser son ouvrage.

Le présent document ne devra en aucun cas être considéré comme limitant les ouvrages à prévoir mais comme fixant un résultat à atteindre. L'entrepreneur restant responsable de la prévision des moyens pour atteindre ce résultat.

L'offre étant acceptée, l'entreprise devra faire toute rectification ou modification nécessaire à l'obtention de la qualité attendue dans tous les détails de l'ouvrage ; elle ne pourra arguer des documents de base ni utiliser ceux-ci pour des dérogations aux règles de l'art ou des manquements aux volontés communes que tous doivent avoir pour mener le chantier à bonne fin.

Il est donc demandé à l'entreprise de faire part au Maître d'Ouvrage en remettant son offre, de toute imperfection que pourrait faire ressortir l'étude approfondie du dossier, et qui serait de nature à contrarier les buts poursuivis.

Il ne sera pas admis une fois l'offre acceptée, de travaux supplémentaires occasionnés pour méconnaissance des lieux et des contraintes, de l'environnement, des possibilités d'accès, de stockage, etc.

Toutes les quantités et métrés indiqués au présent descriptif ou au devis quantitatif estimatif sont donnés à titre indicatif et devront être considérés comme des minima. L'entreprise ajoutera toute prestation qu'elle jugera nécessaire. **Aucune réclamation ne sera admise après l'acceptation de l'offre.**

Documents à joindre à l'offre

A l'appui de leurs propositions, l'entrepreneur soumissionnaire devra obligatoirement fournir les pièces suivantes :

- Une notice descriptive précisant, en particulier, les matériels essentiels proposés (marque et type) et les dispositions constructives envisagées et la provenance des matériaux.
- La nature de tous les matériaux entrant dans la construction, avec leurs nuances.

- L'entrepreneur devra fournir préalablement à toute exécution, les études, dessins et planning, etc. concernant les travaux.

Règles d'exécution générale

Tous les travaux d'installations devront être exécutés selon les règles de l'art avec toute la perfection possible et selon les meilleures techniques et pratiques en usage.

À ce sujet, il est formellement précisé à l'entreprise qu'il lui sera exigé un travail absolument parfait et répondant en tous points aux règles de l'art, et **qu'il ne sera accordé aucune plus-value pour obtenir ce résultat, quelles que soient les difficultés rencontrées et les raisons invoquées.**

La dépose de tous travaux ou installations reconnus défectueux par le maître d'Ouvrage et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordée.

Sécurité du personnel

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur devra prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la stricte application des règlements en vigueur concernant la sécurité du travail des personnels employés sur le chantier.

Gardiennage du chantier

Il ne sera pas prévu de gardiennage par le Maître d'Ouvrage.

Responsabilité

L'entreprise assurera, sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des aménagements voisins elle devra être couverte par une assurance couvrant les risques aux existants pendant toute la durée du chantier.

Sécurité

Les entreprises devront se conformer aux arrêtés et règlements de sécurité et notamment mise en place de tous dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique, de la voie privée, des accès (mise en place d'échafaudages, nacelle, auvents, pare pluie, platelage pour protection des passants et des véhicules).

Coordination sécurité et protection de la santé sur les chantiers

Ce chantier est soumis à obligation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, conformément aux lois, décrets, circulaires et autres textes officiels ayant trait à la coordination sécurité, connus à la date précisée au CCAP ou, à défaut, celle découlant des clauses du CCAG.

L'entrepreneur sera contractuellement tenu de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Tous les frais en découlant pour l'entrepreneur sont contractuellement réputés compris dans le montant de son marché.

L'entreprise devra se conformer à toutes les obligations en découlant et participer à toutes les réunions sécurité sur convocation du coordonnateur.

L'entrepreneur devra rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé conforme aux articles R 238.26 à 36 et la section 5 du Décret n° 94 1159 du 26.12.94.

Emplacement de chantier

L'entrepreneur étant soumis à toutes les obligations résultant des décrets, lois, arrêtés ministériels, préfectoraux ou municipaux applicables à l'ensemble des chantiers publics et privés, il devra demander toutes les autorisations nécessaires aux autorités compétentes pour l'exécution des travaux pour lesquelles il supportera la charge financière s'il y a lieu.

Il devra, à ses frais, assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante.

Mise en œuvre des ouvrages

Les ouvrages livrés sur le chantier en attente de pose devront être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage devront être telles qu'ils ne subissent aucune déformation ou détérioration.

Connaissance des lieux et des ouvrages existants

L'entrepreneur est censé être engagée dans son marché en toute connaissance de cause.

En particulier, sont parfaitement connus le terrain et ses sujétions propres, les contraintes relatives aux constructions voisines, les modalités d'accès par la voirie, les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement, les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public. Elle ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions qui puissent la dispenser d'exécuter les travaux de sa profession ou qui fassent l'objet d'une demande de supplément de ses prix.

Mesures de sécurité et de limitation des nuisances

Nuisances de chantier

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les poussières générées ;
- le bruit.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions afin de protéger les ouvrages existants.

Prescriptions générales relatives aux fournitures et matériaux

Spécifications et normes spécifiques

Lois et décrets :

Les ouvrages devront être conformes aux lois et règlements en vigueur au moment de la construction et notamment à ceux concernant l'urbanisme, l'hygiène et la sécurité.

Règlements et normes :

Les ouvrages et travaux sont soumis aux règlements généraux et normes suivantes et dans la mesure où les présentes clauses techniques n'y dérogeront pas, aux documents techniques généraux ci-après, étant entendu qu'en cas de modification de nouvelle édition ou complément, seront applicables les derniers textes en vigueur au moment de l'exécution des travaux.

Les ouvrages devront répondre :

⇒ Aux prescriptions des Normes Françaises et des Documents techniques Unifiés :

Couverture et charpente :

- DTU 31.1 : Charpente et escaliers e bois
- DTU 31.2 : Construction de bâtiment à ossature bois
- DTU 31.3 : Charpente en bois assemblées par des connecteurs métalliques ou goussets
- DTU 32.1 : Construction métallique Charpente en acier
- DTU 32.2 : Construction métallique Charpente en alliages d'aluminium
- CM 66 : Règles de calcul des charpentes en bois
- BF 88 : Méthode de justification par le calcul de la résistance au feu des structures en bois
- Eurocode 3 : Calcul des structures en acier
- Eurocode 5 : Calcul des ouvrages en bois
- NFB 52-001 : Règles d'utilisation du bois dans la construction
- NFP 21 : Charpente menuiserie et Structure en bois
- NFP 22 : Charpente et Structure métallique
- DTU 40-32 : Cahier des charges applicables aux travaux de couverture en plaques ondulées métalliques.
- DTU 40-35 : Cahier des Clauses Techniques applicables aux couvertures en plaques nervurées issues de tôles d'acier galvanisées pré-laquées ou tôles d'acier galvanisées.
- NFP 30-201 : Code des conditions minimales d'exécution des travaux de couverture des bâtiments.
- NFP 34-301 : Tôles d'acier galvanisées pré-laquées en continu - Spécifications.
- Plaques nervurées en acier galvanisées pré-laquées ou non - Caractéristiques dimensionnelles.
- NFP 34-403 : Couvre-joints métalliques
- NFP 34-501 : Tôles d'acier galvanisées pré-laquées en continu - Techniques des essais
- NFP 37-405 - 407 à 37-416 : concernant accessoires de couverture.
- NFP 36.402 : Gouttière, équerre et naissance métalliques-spécifications.
- DTU 40.5 XP P36-201
Travaux d'évacuation des eaux pluviales.
- DTU 42.2 NFP 84-205 Etanchéité des toitures avec éléments porteurs en maçonnerie > 5%.
- DTU 43.3 Mise en œuvre des toitures en tôle d'acier nervuré avec revêtement d'étanchéité - Norme homologuée NF P 84-206.
- DTU 43.5 Réfection des ouvrages d'étanchéité des toitures-terrasses ou inclinées- Norme homologuée NF P84-208-2
- DTU 60 Règles de calcul des installations de plomberie et des installations d'évacuation des eaux pluviales.
- DTU 40.41/ 40.42/ 40.43/ 40.44/ 40.45 pour les métaux utilisés dans les ouvrages accessoires divers selon la nature de chaque élément. Le plomb devra répondre aux normes NF A 55.401/ 402/ 411
- Toutes les normes françaises applicables aux travaux de couverture pour climats EQUATORIAUX.
- Règles FA (P92-702) (décembre 1993) : Méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures en acier.
- Règle de calcul thermique selon la réglementation thermique RT2020.
- Règle de sécurité contre les risques d'incendie (Code du Travail).

Avis techniques du C.S.T.B.

Cahier du CSTB n° 2619-Classement FIT des étanchéités de toiture.

- Cahier du CSTB n° 2620- Liste des supports d'étanchéités, revêtements, accessoires de toiture et couverture par éléments discontinus bénéficiant d'un avis technique.
- Cahier du CSTB n° 3229- Résistance au vent des systèmes d'étanchéité de toiture et d'isolants supports.
- Cahier du CSTB n° 2433- Classement FIT- Etanchéités de toitures + Erratum.
- Directive de l'UEA etc.... concernant les différents systèmes d'étanchéité, publiées par le CSTB.

- Répertoire des éléments et ensembles fabriqués par le bâtiment édité par le CSTB (R.E.E.F).
- Arrêtés relatifs à la protection contre l'incendie des bâtiments.
- Toutes autres normes, avis technique, règles de calcul, liés aux travaux décrits au présent CCTP.

Étanchéité

- DTU n°43-3
- Norme NFP série n°84-206
- Cahier Vert, édition de la Chambre Syndicale Nationale des Entrepreneurs d'étanchéité dans la mesure où ces prescriptions complètent et améliorent celles du DTU.
- Cahiers et agréments édités par le C.S.T.B.
- Règlement de sécurité incendie.
- Cahiers et agréments C.S.T.B.
- Lois, décrets, arrêtés,

Aux règles de calcul :

BAEL 80, NV 65 pour déterminer les efforts du vent (région 1), normes NFP O6 pour la définition des surcharges.

Faux-plafonds

Réglementation incendie :

- Le guide l'isolation par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié et complété, relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- DTU 25.1 : Travaux d'enduits intérieurs en plâtre ;
- DTU 25.221 : Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre ;
- DTU 25.222 : Plafonds fixés - Plaques de plâtre à enduire ;
- DTU 25.231 : Plafonds suspendus en éléments de terre cuite ;
- DTU 25.232 : Plafonds suspendus - Plaques de plâtre à enduire ;
- DTU 25.31 : Ouvrages verticaux en plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre ;
- DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parement de plâtre ;
- DTU 25.42 : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches. Plaques de parement en plâtre-isolant ;
- DTU 25.51 : Plafonds en staff.
- NFB 12-300 - B 12-301 et P 12-302 ;
- Norme NFP 68-203-1 et NFP 68-203-2 travaux de mise en œuvre – plafonds suspendus (référence DTU 58.1 – CCT), NFP 72-301 et P 72-302 ;
- NFA 91-102 - A 91-121 et A 91-131.
- NFA 50-452 : Aluminium et alliage d'aluminium et NFA 91-450 : traitement de surface des métaux NF EN 13964 Plafonds suspendus – Exigences et méthodes d'essai

Ainsi que toutes les normes françaises énumérées aux annexes " Textes normatifs " de certains DTU cités ci-avant, ou dans les CCS des DTU.

- NFB 51-001 à NF B 51-014 relatif aux plafonds matériau bois
- NF EN 14322, 14323, 1058, 324-1, 324-2 relatif aux plafonds matériau bois

Clauses Générales

I. Protection des existants :

1 Mesures de conservation des abords :

Les abords du bâtiment et plus particulièrement les espaces plantés doivent être sauvegardés en leur état.

L'entreprise prend toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés.

2. Protection des ouvrages existants :

Lors de toute exécution de travaux dans les existants, l'entreprise prend toutes les dispositions et toutes les précautions utiles pour assurer dans tous les cas, la conservation des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux ou les zones dans lesquels sont réalisés les travaux.

Que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Tous les dispositifs nécessaires à cet effet sont mis en place par l'entreprise, adaptés à la nature des travaux à réaliser.

3. Dimensions des existants :

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans le CCTP et sur les plans, sont des dimensions données à titre indicatif et non contractuelles.

Les entreprises sont contractuellement réputées avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages.

En tout état de cause, l'entreprise est tenue de procéder, au moment du commencement des travaux, et sous sa seule responsabilité, à totalité des levés de cotes qui lui sont nécessaires.

II. Utilisation de matériels spécifiques :

1. Echafaudage, nacelle et protection et benne à gravois :

Les prix du marché s'entendent comme incluant les prix de tous les échafaudages, nacelle, protection, garde-corps, platelages, écrans et tous autres protections nécessaires pour assurer la sécurité pendant la durée des travaux.

2. Emploi de gros engins mécaniques :

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention des entreprises est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

Il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions ou entraîner par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils aux existants.

La réception ne pourra être prononcée qu'à cette condition.

Description des travaux demandés

Etendue des travaux :

A-Charpente/couverture :

Au titre du présent marché, les prestations suivantes sont demandées :

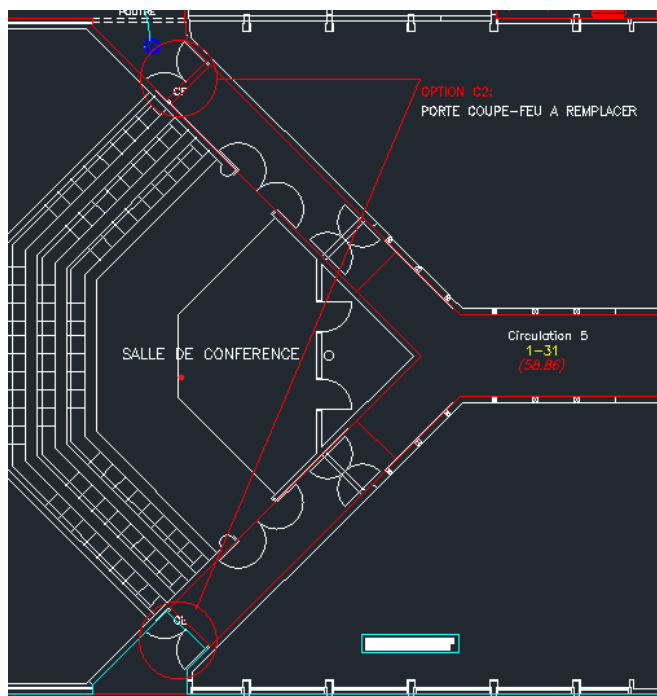
- La fourniture, le transport à pied d'œuvre et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des couvertures.
- La fourniture de l'installation de chantier.
- La fourniture des moyens de sécurité et protections diverses en périphérie de la zone du chantier.
- L'amenée, l'établissement, le réglage, le repliement et l'enlèvement de tous les appareils, machines et échafaudages nécessaires à la réalisation des travaux.
- La fourniture des échafaudages et engins de levage nécessaire au montage, la pose et dépose des échafaudages.
- La main d'œuvre.
- Les frais de location, d'entretien, de réparation et d'assurance de ce matériel.
- La dépose de l'ensemble des éléments de couverture, chéneau, faîtière, arêtier, noue et gouttière existant nécessaire à la réhabilitation complète de la toiture et l'évacuation en décharge publique.
- La fourniture et mise en place de couverture aluminium, épaisseur 1mm, 35/25 μ 2 faces ou équivalente de teinte identique à l'existant y compris closoir en bas de pente formant une bande d'égout et toutes sujétions de fixation, d'ossature complémentaire, d'éléments d'étanchéité.
- Dépose de l'ensemble exutoire de fumée (skydome) et système de commande d'ouverture manuelle avec vérins hydraulique.
- Fourniture et pose d'un exutoire de fumée (skydome), y compris système de commande d'ouverture manuelle avec vérins hydraulique en remplacement de l'existant à déposer.
- Exécution de l'étanchéité autour de l'exutoire de fumée (skydome) remplacé.
- La fourniture et mise en place de nouvelles faîtières.
- La fourniture et mise en place de nouveaux arêtiers.
- La fourniture et mise en place de nouvelles noues.
- Réalisation de chéneau en tôle d'acier galvanisé d'épaisseur 20/10^{ème} compris incidence pour talons et départs EP y compris revêtement bitumineux à l'intérieur.
- Tous les ouvrages nécessaires à l'étanchéité et à la finition de la couverture, sans limitation de prestations.
- Tous les échafaudages et nacelle nécessaires à l'exécution de ces ouvrages.
- La fourniture et mise en place de nouvelles gouttières ALU.
- La fourniture et mise en place des descentes EP à remplacer, y compris naissance.
- Le nettoyage régulier du chantier.

Photo toiture vue du bâtiment :



C2-Option2- Bloc Porte coupe-feu Accès vers issues de secours côté Jean-Martial :

- Fourniture et remplacement des bloc-porte bois 2 vantaux EI30, comprenant huisserie + portes battantes coupe-feu 30mn, y compris ferme-porte, vitrage oculus et affiches réglementaires. Dimension (à vérifier sur place).



C3-Option3- vitrages au-dessus couloirs accès auditorium :

- Dépose des vitrages existants au-dessus des couloirs accès auditorium, y compris structure métallique si non conservée.
- Fourniture et pose de plaques polycarbonate transparente, épaisseur de 10 à 16 mm - résistant aux UV en remplacement.



Stockage :

En règle générale, le stockage sur la toiture ou la terrasse des matériaux et matériels est interdit.

Réception des supports :

Tout commencement des travaux sans observation préalable emporte l'acceptation des supports.

Avant toute exécution, l'entreprise du présent marché vérifie que les supports sont conformes aux prescriptions des DTU.

Ceux-ci doivent être recevables sans réserve ni observation.

Toute fuite de toiture qui apparaîtrait ultérieurement sur les zones traitées et qui demanderait une reprise des ouvrages resterait à la charge entière de l'entreprise titulaire du présent marché dans les délais réglementaire de garantie.

Mise en œuvre :

Chaque mise en œuvre, est exécutée en suivant les indications du fabricant et en respectant les instructions de l'avis technique de chaque matériau.

Tout matériau présentant des anomalies ou des traces d'usure dues au transport, est écarté.

Protection des façades :

Lors de l'approvisionnement et de la mise en œuvre de ses produits, l'entreprise devra prendre toutes les précautions utiles pour les façades ne subissent aucune dégradation. Toute dépense occasionnée par l'inobservation de cette clause lui sera imputée en totalité.

Nettoyage :

Le chantier devra être tenu dans un constant état de propreté et parfaitement en ordre.

L'entreprise devra assurer le nettoyage du chantier régulier pendant ces travaux ainsi que l'évacuation des déblais et emballages. Ces prestations feront parties intégrantes de la réception des travaux.

Il aura à sa charge l'enlèvement de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier, et ensuite l'enlèvement hors du chantier. Tous les frais et coûts de la gestion sur chantier, des traitements de valorisation et/ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge de l'entrepreneur.

En complément aux prescriptions relatives aux nettoyages, il est précisé que :

- le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- les déchets devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;

- en fin de travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.
- l'entrepreneur enlèvera ses installations, matériels et matériaux en excédent et remettra les emplacements correspondants en état à ses frais ;
- l'entrepreneur aura à enlever, à ses frais, tous les ouvrages provisoires et installations réalisés par ses soins en début de chantier ;

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet et devra en fin de chantier restituer les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier.

Dans le cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sortie de gravois. Les frais en seront supportés par l'entrepreneur du présent marché.

Il est d'autre part stipulé que, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

Moyens de sécurité et coltinage des matériaux :

L'entreprise doit le coltinage des matériaux sur la toiture par tous les moyens appropriés, respectant les règles de sécurité.

Contacts avec les services publics et privés

L'entreprise sera chargée d'établir, à ses frais, tous les contacts et certificats de conformité avec les services publics ou privés, y compris les visites de contrôle obligatoires pour l'obtention de ces documents, afin d'assurer une parfaite réalisation de ses installations.

Ces démarches s'effectueront sous le contrôle, et en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Contrôle et réception

Avant la réception des travaux, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.), en 2 exemplaires (dont un reproductible) comprenant :

- 1 série de plans des installations réalisées.
- Les notices d'entretien et instructions pour le bon fonctionnement des installations.

A la réception, une minutieuse inspection de la pose sera réalisée. Tout ouvrage qui serait négligé ou dont la mise en œuvre et la fixation serait insuffisante sera systématiquement refusé.

A..... le.....

Lu et accepté,

L'(es) entrepreneur(s) titulaires(s)

ou le mandataire du groupement.